



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

<https://x.com/PRCommunistes>

02/04/2026

## ***Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 274 du 09 avril 2026***

### **Édito**

Face à la spéculation : bloquer les prix des carburants, augmenter les salaires.

Les difficultés de la poursuite de l'agression américano-sioniste contre l'Iran, le Liban et la Palestine montrent que la résistance des peuples peut mettre en échec les menées impérialistes. Plus que jamais donc, il convient de soutenir activement cette résistance. Au moment où les États-Unis se voient contraint à négocier, apparaît l'ampleur du séisme économique engendré par la guerre. Séisme dont les répliques vont se prolonger dans la durée pour l'économie capitaliste au plan mondial et accroître encore les affrontements au sein du système impérialiste. Il n'est pas besoin d'être un grand analyste pour vérifier que le choc est déjà rude pour les travailleurs avec l'augmentation des prix de l'énergie et une inflation en hausse. Ce que l'on sait c'est que le pouvoir d'achat en prend un coup sérieux. Selon le journal Les Echos : " [il] pourrait connaître sa plus mauvaise année depuis 2013 ". Ainsi, nous apprenons aujourd'hui que la facture de gaz va augmenter de 15,4% en mai. Des protestations et des luttes commencent à émerger pour exiger le blocage des prix et des augmentations de salaires en s'attaquant aux profits des monopoles. Il faut les développer et les faire converger. Dans ce paysage, il est enfin une bonne nouvelle. Jordan Bardella qui se voit déjà à l'Élysée avec la bénédiction active de la grande bourgeoisie vient, selon Le Figaro : " [d']officialiser sa relation avec la princesse Maria Carolina de Bourbon des deux Siciles", " descendante d'une richissime lignée aristocratique italienne". Bon en voilà au moins deux qui n'auront pas de problème de facture de gaz !

### **Sommaire :**

#### **Luttes**

Grève dans les CROUS

Paris : lutte des coiffeuses du boulevard Strasbourg

Grève reconduite à Valdepharm : une livraison de médicaments bloquée et deux usines à l'arrêt à Val-de-Reuil (Eure)

Université de Lyon : contre l'augmentation des droits d'inscription

Commerce : Action coup de poing pour les salaires et la dignité !

Les salariés des ateliers de May, propriété de Chanel, en grève à Aulnay-de-Saintonge (Charente-Maritime) pour obtenir 400 euros de plus que le Smic

Béthune (Pas-de Calais) : une marche en soutien des salariés de l'entreprise Black Star en procédure de sauvegarde

Michelin déclare la guerre à la CGT

Schindler condamné en raison de sa politique de discrimination syndicale

Free définitivement condamné pour discrimination syndicale

Dachser (Puy-de-Dôme) perd son procès contre la CGT

Académie de Reims : des postes d'enseignants et d'agents administratifs menacés

Actions contre des fermetures de classe

Vienne : grève et réquisition des travailleurs de l'EHPAD Vivaldo Vie

La colère des auxiliaires de vie

Mobilisation des employés de Chereau

Négociation salaire annuelle en cours chez Carrefour  
"Mutation arbitraire" à l'hôtel des Capucins à Montauban  
Les enseignants du lycée Risle-Seine, à Pont-Audemer ont gagné  
Renault Trucks (Blainville sur Orne 14) en grève  
"Une justice expéditive" : les avocats en grève

## **Dossiers, Économie**

54<sup>e</sup> congrès de la CGT Adresse du Parti Révolutionnaire Communistes aux militants syndicaux de la CGT  
Dans l'Yonne comme ailleurs : le capitalisme destructeur de l'industrie en France  
Dépôt de bilan de la compagnie maritime TOWT au Havre  
Ziegler France en liquidation judiciaire, 1.500 emplois supprimés  
Soixante-seize branches professionnelles sous le smic : l'alerte de la CGT sur les salaires

## **Solidarité internationaliste**

Retards, vols non desservis. La grève se poursuit dans les aéroports espagnols  
Grève générale en Cisjordanie occupée  
Grèce : des jeunes conscrits manifestent contre la guerre  
Urgence Palestine : les dessous des exportations militaires françaises vers Israël  
Émirats Arabes Unis : liberté pour Mohamed Farouk Salam

## **Luttes**



14<sup>ème</sup> jour de grève reconductible à la clinique de Keraudren (Finistère)

## **Grève dans les CROUS**

Le jeudi 2 avril, mobilisation dans les restaurants universitaires. Les personnels des Crous ont massivement répondu à l'appel à la grève nationale lancé par l'UN-CGT-CROUS ce jeudi 2 avril 2026. Dans la restauration universitaire, 973 agents sur 5 690 ont exercé leur droit de grève, soit un taux national de 17,1 %. Dans les Crous les plus mobilisés, ce taux dépasse le tiers des effectifs de restauration. Le mouvement témoigne d'une profonde exaspération face à la mise en œuvre précipitée et sous-financée de la généralisation du repas à 1 euro pour tous les étudiants.

## **Paris : lutte des coiffeuses du boulevard Strasbourg**

La grève des coiffeuses du boulevard de Strasbourg dure depuis un mois maintenant. Treize travailleuses, dont neuf sans papiers, d'un salon de coiffure dénoncent des salaires impayés, du racket, et des conditions de travail indécentes. Elles bénéficient d'un large soutien et d'une large couverture médiatique. Selon l'UD-CGT de Paris, Cette grève tient grâce à la détermination des grévistes et à la solidarité de toute la CGT. L'UD CGT 75 souhaite profiter de cette exposition afin de parler de la situation des travailleurs étrangers dans notre pays, et des revendications en la matière. C'est pourquoi l'UD-CGT a organisé un rassemblement le jeudi 9 avril, à 17h30, devant le 65 boulevard de Strasbourg. Plus que jamais, soutien et lutte afin d'exiger des papiers pour toutes et tous !

## **Grève reconduite à Valdepharm : une livraison de médicaments bloquée et deux usines à l'arrêt à Val-de-Reuil (Eure)**

la grève des salariés de Valdepharm, usine pharmaceutique à Val-de-Reuil (Eure), a été reconduite pour les journées du 2 et 3 avril 2026. Elle est d'une durée "illimitée" et "reconductible", selon les syndicats Sud Chimie et CGT. La poursuite ou non du mouvement de grève est décidée chaque jour par les 130 salariés grévistes. Le mouvement de grève a démarré le vendredi 20 mars. Selon les syndicats, les dirigeants de l'entreprise "ont des propositions totalement inacceptables". Dans le cadre des NAO, la direction propose des augmentations

individuelles de 0,5 %, insuffisantes selon les syndicats CGT et Sud Chimie : "Ce n'est pas une augmentation générale, là il y a une personne sur 30 qu'on augmente copieusement et les autres on leur donne des miettes".

### **Université de Lyon : contre l'augmentation des droits d'inscription**

Le mardi 31 mars a eu lieu une conférence à l'ENS LYON, concernant la hausse des frais d'inscriptions dans l'enseignement supérieur<sup>1</sup> organisée par la CGT et Solidaires étudiants ; avaient été aussi invités les autres établissements lyonnais voisins (dont les étudiants de l'INSA de Lyon très intéressés par le sujet).

### **Commerce : Action coup de poing pour les salaires et la dignité !**

Le mercredi 1<sup>er</sup> avril, près d'un millier de travailleurs du commerce et des services ont décidé d'occuper le centre commercial Bel-Est Auchan Bagnolet. Depuis des années, ces travailleurs du commerce et des services alertent au sujet de leur situation de précarité, sur le fait qu'ils ne peuvent même plus vivre de leur salaire : temps partiel imposé, bas salaires, SMIC à vie. C'est la raison pour laquelle la Fédération CGT Commerce et Services a décidé de donner de la visibilité à ces femmes et ces hommes invisibilisés mais essentiels. Par cette action, il s'agissait d'interpeller les pouvoirs publics et imposer au patronat de réelles négociations salariales. La précarité n'est pas une fatalité mais un choix politique inacceptable et qu'il faut combattre par tous les moyens.

### **Les salariés des ateliers de May, propriété de Chanel, en grève à Aulnay-de-Saintonge (Charente-Maritime) pour obtenir 400 euros de plus que le SMIC.**

le mouvement des salariés des ateliers de May, propriété de la maison de luxe Chanel, monte crescendo depuis le début la fin du mois de mars afin de réclamer des augmentations de salaire. Un débrayage de deux heures s'est d'abord tenu le lundi 30 mars, puis à nouveau deux heures le mardi matin et deux heures le mardi après-midi. Mercredi, les grévistes se sont mobilisés devant l'établissement tout l'après-midi et durant toute la journée le jeudi 2 avril. Jusqu'à 90 employés (sur 170) se sont retrouvés devant le site. Une militante CGT explique : " On a demandé une augmentation de 400 euros, parce qu'aujourd'hui on travaille au Smic, pratiquement toutes. On a des femmes qui travaillent depuis 20 ans, et qui sont à un salaire débutant dans d'autres sections de Chanel. Avec la direction, cela n'avance pas. On nous ignore, le silence ça pèse beaucoup, les salariés sont en colère. On se sent méprisés. Pour la suite du mouvement, on aimerait arrêter, avec des salaires trop bas, c'est dur dans la durée. On fait le point tous les soirs. On verra".

### **Béthune : une marche en soutien des salariés de l'entreprise Black Star en procédure de sauvegarde**

"Une soixantaine de salariés de Black Star ont marché dans les rues de Béthune ce vendredi 3 avril. L'entreprise de reconditionnement de pneus a été placée en procédure de sauvegarde. Trois repreneurs ont manifesté leur intérêt, mais l'incertitude plane autour de l'avenir des 150 salariés."<sup>2</sup>

### **Michelin déclare la guerre à la CGT<sup>3</sup>**

Michelin a une longue tradition peu glorieuse d'exploitation de ses salariés comme des peuples colonisés et en particulier au Vietnam. C'est ce que rappelle un tract de la FNIC-CGT contre la répression : " Pour commencer, un petit récapitulatif historique peu glorieux que l'entreprise Michelin s'efforce de dissimuler. En 1920 : de l'eau bouillante sur les grévistes, l'enfer sur terre dans les plantations d'hévéa au Vietnam et le travail des enfants au Brésil, l'organisation fasciste de la Cagoule, les morts des attentats par les enfants d'Auvergne (tous cadres dirigeants de Michelin). En 1968, refus d'avoir des syndicats dans l'entreprise sous le principe que l'autorité ne se partage pas et de conclure que la CGT est le ver dans le fruit de l'entreprise.

Enfin, toute opposition est systématiquement réprimée. Mais que dire du palmarès des actes autoritaires de l'entreprise avec la mise en place, en 2009, d'un espion, de barbouzes dans l'usine Michelin Blanzky, d'une ligne éthique qui appelle à la délation, des dossiers de discriminations syndicales, des dossiers pour toute forme de harcèlement moral et sexuel se chiffrant à plusieurs centaines de milliers d'euros."

Après ce rappel, la FNIC-CGT informe sur la dernière opération Michelin contre un salarié : " des caméras dissimulées dans le détecteur de fumée à Clermont."

Elle ajoute : " Quand un militant CGT se retrouve devant cette justice de classe, c'est bien toute une vie de famille qui est détruite à cause de nos patrons et des syndicats comme SUD et CGC, qui ont permis la mise en place de cette cabale construite de toute pièce et pour laquelle ils ont tous voté pour son licenciement au CSE. La vie d'une famille est en passe d'être détruite car ce n'est pas seulement celle de notre camarade Cyrille Gervais qui est visée mais également celle de son fils, qui a déjà été licencié de Michelin Blanzky pour des faits hallucinants : «à vélo en contresens sur le parking, marcher avec le téléphone à l'oreille et prendre une allée dans l'atelier non ouverte à la circulation mais utilisé par tout le monde.». Tout cela n'a qu'un but: faire plier Cyrille. Mais il y a également sa femme et le reste de sa famille qui se retrouvent avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête. Assez de mensonges, assez de manipulations, assez de violence patronale ! Depuis des années,

*la direction Michelin s'acharne contre notre camarade Cyrille Gervais. Leur stratégie est claire : BRISER NOTRE CAMARADE POUR ATTEINDRE LA CGT. Dossiers fabriqués, témoignages bidonnés, procédures truquées : c'est une machine à salir, à accuser et à éliminer. Mais vous, patrons du caoutchouc, vous avez un problème : NOUS SOMMES LÀ. Michelin a déjà été désavoué par l'Inspection du travail et le ministère du Travail. Le 24 mars à 9h15, Cyrille, avec la CGT, était au tribunal administratif de Dijon. Michelin ira jusqu'au bout car c'est une décision politique et financière et du fric, il en a plein les poches. Cyrille et son syndicat dérangent parce qu'ils défendent les salariés, font avancer le dossier des AT/MP et des cancers professionnels et jamais ils ne s'arrêteront. Cyrille, Timothée et l'ensemble des Camarades ont le soutien de toute la CGT, en territoire, dans les coordinations, la Confédération et la FNIC-CGT. ON NE NÉGOCIE PAS LA RÉPRESSION, ON LA COMBAT. On va le dire encore une fois, quand on touche à un camarade de la CGT, c'est à toute la CGT que l'on touche."*

### **Schindler condamné en raison de sa politique de discrimination syndicale**

En l'espace d'un seul trimestre, deux cours d'appel ont condamné la société Schindler SA, l'un des quatre " grands " de la branche ascenseurs, pour discrimination syndicale envers deux délégués CGT. dans un communiqué la CGT Schindler indique : " Ces condamnations confirment ce que le syndicat CGT Schindler dénonce depuis des années : une politique d'intimidation délibérée contre ses représentants, et cela malgré les multiples avertissements de la justice et de l'inspection du travail. Le premier arrêt, rendu le 17 février 2026 par la cour d'appel de Paris, a condamné Schindler SA à verser 10 000 € de dommages et intérêts pour discrimination syndicale et 33 000 € au titre de la nullité du licenciement. Notre collègue avait été contraint de prendre acte de la rupture de son contrat de travail : menacer un délégué de retraits de salaire illégaux sur ses heures de délégation, exercées pourtant conformément à son mandat, relève d'une intimidation caractérisée que la cour a sanctionnée avec fermeté. Le deuxième arrêt, rendu le 19 mars 2026 par la cour d'appel de Grenoble, a annulé l'avertissement infligé à un délégué syndical en 2020 et condamné l'employeur à lui verser 1 000 € de dommages et intérêts pour discrimination syndicale. Un avertissement sans fondement, prévisible dans sa finalité : affaiblir un représentant des salarié-es qui dérange. Dans les deux cas, les cours d'appel ont également condamné Schindler SA à indemniser le syndicat CGT Schindler pour le préjudice causé à l'intérêt collectif de la profession. La discrimination syndicale ne nuit pas seulement à l'individu visé : elle porte atteinte à la représentation de l'ensemble des salarié-es de l'entreprise. Le syndicat CGT Schindler ne cesse de le dénoncer : cette politique discriminatoire ne vise pas seulement les délégués eux-mêmes. Elle cherche à semer la peur parmi l'ensemble des salarié-es, à les dissuader de s'organiser et de faire valoir leurs droits collectifs. C'est une atteinte à la liberté syndicale, droit fondamental garanti par la Constitution. Ces arrêts, qui interviennent après le nouveau refus du Ministère du Travail le 5 février 2026 d'autoriser le licenciement de Stéphane Gameraff, délégué syndical CGT Schindler — troisième refus consécutif depuis 2020 envoient un signal clair : les discriminations syndicales peuvent être sanctionnées. A l'occasion de la journée nationale du droit de syndiquer, ce mardi 7 avril, organisée en lien avec la fédération CGT de la métallurgie, le syndicat CGT Schindler invite tous-tes les salarié-es à franchir le pas et à s'organiser collectivement pour gagner sur leurs revendications. La CGT Schindler continuera, avec la même détermination, à défendre inconditionnellement la liberté syndicale et à exiger que les pratiques discriminatoires contre ses membres cessent définitivement au sein du groupe Schindler France. Nous n'avons pas l'intention de nous arrêter là". Les deux décisions concernant ce dossier sont accessibles sur le site [cgt-schindler.org](http://cgt-schindler.org) : Cour d'appel de Paris — arrêt du 17 février 2026 Cour d'appel de Grenoble — arrêt du 19 mars 2026

Cette réalité est documentée. Le Défenseur des Droits le rappelait déjà dans son Baromètre sur les discriminations dans l'emploi (2019) : " Ainsi, pour la population active comme pour les personnes syndiquées, la peur des représailles est la première cause explicative du non-investissement des salariés dans l'activité syndicale ".

### **Free définitivement condamné pour discrimination syndicale**

La société Free Réseau a été condamnée en appel à verser près de 30 000 euros de dommages-intérêts à un ancien délégué syndical CGT, victime de harcèlement moral. Il dénonçait les conditions de travail des techniciens chargés d'installer la fibre optique. C'est une victoire arrachée après cinq années de combat judiciaire. Le 15 janvier, la cour d'appel de Grenoble: a reconnu le harcèlement moral subi par ce délégué en raison de son engagement syndical dans l'entreprise Free Réseau.

### **Dachser (Puy-de-Dôme) perd son procès contre la CGT**

La société Dascher recherchait la condamnation de la CGT en lui faisant payer la somme de 140 000 € au titre des préjudices qu'elle aurait subi lors du mouvement de grève de l'automne 2021. Déboutée une 1<sup>ère</sup> fois en 2023 par le tribunal judiciaire, la Cour d'appel a confirmé cette décision le 1<sup>er</sup> avril 2026.

La procédure visait l'UD CGT 63 et l'UL CGT de RIOM qui soutenaient activement le mouvement mais également une personne proche des grévistes au motif d'avoir relayé sur les réseaux sociaux les actions en cours. Cette décision est un camouflet concernant l'entreprise qui a utilisé l'action judiciaire en tentant non seulement d'intimider la CGT mais aussi de la taper au portefeuille ! Le droit de grève est régulièrement attaqué par les patrons et l'État. La société allemande Dascher n'y fait pas exception.

Le juge ne s'est pas laissé influencé par les arguments fallacieux de l'entreprise a rappelé qu'" *il n'est nullement rapporté la preuve de la participation des syndicats* " dans les dégradations dénoncées par Dascher. Selon la CGT, cette décision est importante sur les principes et mérite d'être largement relayée. Elle devrait en faire réfléchir davantage, notamment ceux pensant que la CGT est impressionnable.

### **Académie de Reims : des postes d'enseignants et d'agents administratifs menacés**

Comme partout dans le pays, le 31 mars, les personnels de l'enseignement étaient en grève et tout particulièrement contre les suppressions de postes résultant du budget d'austérité 2026 voté par le parlement. Progressivement, ville après ville, école après école, se fait jour l'étendue des dégâts. Ainsi dans l'académie de Reims, 99 postes sont menacés dans le primaire et 58 postes dans le secondaire. Si les enseignants sont les premiers concernés, les agents administratifs sont aussi victimes des coupes budgétaires.

### **Actions contre des fermetures de classe**

Dans la Loire, à Luriecq et à Chapelle-Villars, les parents se mobilisent afin d'empêcher la fermeture de classe prévue pour septembre 2026 (rassemblement, pétition). A Paris, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, les parents d'élèves ont lancé une pétition pour protester contre une situation intenable : depuis septembre, dans une classe de CE1 10 enseignants remplaçants se sont succédés, et 6 dans une classe de moyenne section de maternelle, rendant ainsi impossible la mise en place d'un enseignement digne de ce nom.

### **Vienne : grève et réquisition des travailleurs de l'EHPAD Vivaldo Vie**

Les salariés de l'EHPAD Vivaldi Vie mènent une action, y compris par la grève pour les salaires. Ils refusent les propositions de la direction qu'ils jugent insuffisantes. Pour caser le mouvement, la préfecture, le 7 avril, a commencé la réquisition des personnels grévistes. De ce fait, Vivalto Vie étant une entreprise à but lucratif dont l'objectif principal est la réalisation de bénéfices, l'État oblige des salariés à travailler sous la contrainte afin d'assurer les bénéfices du groupe Vivalto Vie, alors que celui-ci refuse encore et toujours de rémunérer correctement le personnel !

### **La colère des auxiliaires de vie**

Conditions de travail dégradées, salaires insuffisants, explosion des frais de déplacement : il n'est pas acceptable que celles et ceux prenant soin des autres soient ainsi méprisés. La CGT Domidom a lancé une pétition et appelle à signer et faire signer massivement. « *Il n'est plus acceptable que les employeurs et l'état et les actionnaires des grands groupes se remplissent les fouilles pendant que nous, avec du gasoil à 2 euros 20 voire 2 euros 50, nous continuons à ne plus remplir notre frigo pour aller travailler* ». Ensemble, faisons grandir le rapport de force afin de défendre la dignité, les droits et l'avenir des auxiliaires de vie, partout en France et dans les pays d'outre-mer. La pétition s'intitule « *Auxiliaires de vie en colère !* » et appelle les collègues à se mobiliser :

<https://www.mesopinions.com/petition/social/auxiliaires-vie-colere/278916>

### **Mobilisation des employés de Chereau**

Constructeur de transports frigorifiques à Avranches (Manche) Négociation Annuelle Obligatoire, les élus de la CGT ont proposé une augmentation générale pour tous de 150 € brut, l'obtention du 13<sup>e</sup> mois sur trois ans, une amélioration au passage des dix-sept années d'ancienneté dans l'entreprise et une journée de congé supplémentaire pour vingt-cinq ans. L'entreprise Chereau à Avranches fait partie d'un groupe The Reefer amassant des millions d'euros et investissant à l'étranger, « *les salariés récupèrent des miettes alors que ce sont eux qui font leur richesse* ». Pour le syndicat, la hausse du carburant et l'état du pouvoir d'achat ne nous permet pas de subvenir à nos besoins essentiels. Il appelle les salariés à montrer leur mécontentement face aux propositions indécentes de la direction.

### **Négociation salaire annuelle en cours chez Carrefour**

Les grévistes de Carrefour Monaco à Fontvieille se font entendre : « *Les salariés ne lâcheront pas* » et mènent la fronde ce samedi matin devant l'entrée de Carrefour Monaco à Fontvieille Alors que les clients sont venus faire leurs courses du week-end de Pâques, les salariés sont réunis à l'entrée de manière à faire entendre leur colère et faire entendre leurs revendications. Près de 90 % des employés, soit environ 180 salariés, ont participé au mouvement.

### **"Mutation arbitraire" à l'hôtel des Capucins à Montauban**

Un barnum, de la musique, des drapeaux de l'animation avait lieu devant le très feutré hôtel des Capucins, à Montauban, ce vendredi 3 avril. L'Union départementale de la CGT 82 protestait contre la mutation d'une femme de chambre vers un autre établissement, au nord de la ville. "Une décision arbitraire", selon le syndicat.

Selon le syndicat, ce déplacement fait suite aux revendications des salariées concernant des heures supplémentaires, régularisées récemment par l'employeur. "La clause de mobilité existe mais son utilisation ressemble à une sanction contre une salariée qui a simplement défendu ses droits".

### **Contre la baisse de moyens, un mouvement de grève très suivi au lycée Jean Monnet**

Mortagne-au-Perche (Orne) Deux postes et une spécialité sont menacés : le mouvement de grève a été particulièrement suivi contre la suppression de deux postes d'enseignants dans la spécialité HLP (sciences humaines, lettres, philosophie). Le lycée Napoléon de l'Aigle se retrouve dans la même situation, perdre la spécialité Arts Plastiques.

### **Les enseignants du lycée Risle-Seine, à Pont-Audemer ont gagné**

Malgré une augmentation de 10 élèves à la rentrée prochaine, (80 en deux ans), le rectorat prévoyait une baisse de 50 heures d'enseignement. Conséquence : une dégradation des enseignements notamment de l'enseignement professionnel et davantage de cours en classe entière de 30 élèves au lieu de demi-classe en enseignement général. « Nous constatons une forte mobilisation comme nous n'en avons pas vu depuis longtemps, soit entre 80 et 90 % des enseignants. »

### **Renault Trucks (Blainville sur Orne 14) en grève**

Les salariés de l'entreprise sont appelés à faire grève contre les heures supplémentaires. La direction impose aux salariés 30 mn de travail en plus avec la prise du travail à 7h00 au lieu de 7h30 pour produire 9 cabines de plus par jour, ne tenant aucun compte des contraintes des salariés et sans délais de prévenance.

### **"Une justice expéditive" : les avocats en grève**

« En grève » agrafée sur leur robe, les avocats ne veulent pas de la réforme Darmanin. Les avocats de l'Eure ont cessé toutes leurs activités pénales afin de contester l'instauration d'un plaider-coupable en matière criminelle. Les avocats du barreau de Paris sont également opposés à la réforme de la justice criminelle voulue par Gérard Darmanin. Une centaine d'avocats en grève se sont rassemblés devant le tribunal judiciaire de Paris faisant entendre leur colère. Une journée nationale d'action le 13 avril, le projet de loi doit être examiné ce jour-là au Sénat. 130 barreaux sur les 163 ont déjà voté une grève.

## **Économie**

### **54<sup>e</sup> congrès de la CGT Adresse du Parti Révolutionnaire Communistes aux militants syndicaux de la CGT**

Dans une lettre<sup>4</sup> aux militants syndicaux de la CGT, le Parti Révolutionnaire Communistes s'adresse à eux pour donner son point de vue sur la préparation du 54<sup>e</sup> congrès.

#### **\*Ce que le préambule du document d'orientation du 54<sup>ème</sup> congrès nous dit de la CGT**

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3869-ce-que-le-preambule-du-document-dorientation-du-54eme-congres-nous-dit-de-la-cgt>

#### **\*La CGT bien loin de l'internationalisme prolétarien !**

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3874-la-cgt-bien-loin-de-linternationalisme-proletarien>

#### **\*Congrès de la CGT : enterrement de la sécurité sociale ?**

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3885-congres-de-la-cgt-enterrement-de-la-securite-sociale>

#### **\*Le renforcement de la CGT : pour quelle raison et dans quel but ?**

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3893-le-renforcement-de-la-cgt-pour-quelle-raison-et-dans-quel-but>

### **Dans l'Yonne comme ailleurs : le capitalisme destructeur de l'industrie en France**

Tous les secteurs d'activité ont perdu des emplois dans l'Yonne l'an passé selon France Travail et l'URSAFF. La baisse la plus importante concerne l'industrie, 160 postes en moins sur un an. L'emploi recule sur l'ensemble du département mais particulièrement dans l'Avallonnais.

Sur un an dans l'Yonne, tous les secteurs d'activité enregistrent une baisse. Globalement, les secteurs les plus touchés sont la fabrication d'équipements électriques et la fabrication de matériel de transport. Selon France

Travail, le secteur de la construction, qui pourtant avait progressé depuis la crise du covid, connaît un léger recul tout comme celui du commerce.

Dans ce dernier secteur, 100 postes ont été perdus principalement dans le commerce de détail et ce sont les entreprises de services qui emploient le plus grand nombre de salariés. Selon les chiffres de France Travail, 14.000 personnes étaient à la recherche d'un emploi (catégorie A) dans l'Yonne au quatrième trimestre 2025 soit une hausse de 2,6% sur le trimestre et de 6,8% sur un an.

L'arrondissement de Sens est le seul à ne pas perdre de postes

Si on regarde par zone géographique, la moitié des emplois salariés de l'Yonne sont concentrés dans l'Auxerrois, 40% dans le Sénonais et seulement 10% dans l'Avallonnais. L'Avallonnais est plombé notamment par la perte d'emplois dans le secteur industriel. Dans l'Auxerrois, explique France Travail, les résultats sont contrastés avec une baisse globale de 0,8% des effectifs.

Dans l'Auxerrois, les résultats sont contrastés, baisse globale de 0,8% des effectifs. L'emploi se porte plutôt bien dans l'agroalimentaire et les produits informatiques avec 130 postes supplémentaires en un an, quant aux filières bois, transports et l'industrie pharmaceutique, elles en perdent 90.

Le nombre d'emplois reste stable dans le Sénonais même si dans le détail, le commerce, l'industrie et le secteur de la construction ont légèrement régressé. Ce recul a été compensé par la progression de l'hébergement et de la restauration gagnant 120 postes. En fin d'année dernière, 69.700 salariés en CDI, CDD ou alternance travaillaient dans l'Yonne sans oublier 4160 intérimaires dont 60% travaillaient dans le secteur de l'industrie.

Certaines régions perdent déjà des emplois industriels, exemple : Normandie : plusieurs centaines d'emplois supprimés en 2024, Bourgogne-Franche-Comté : recul de l'emploi industriel.

Cela montre une désindustrialisation territoriale inégale. Sur le long terme, la France a connu une désindustrialisation importante : Environ 2 millions d'emplois industriels perdus en 40 ans (années 1980 → aujourd'hui). Part de l'industrie dans l'emploi total fortement réduite, les Causes principales du capitalisme destructeur : Délocalisations vers des pays à bas coûts, automatisation et gains de productivité, concurrence internationale accrue. La désindustrialisation en France n'est pas un accident, elle est une conséquence logique du capitalisme mondialisé et financiarisé. Le profit prime sur l'emploi, la concurrence détruit les protections sociales et les territoires deviennent des variables d'ajustement. Défendre l'industrie, c'est poser la question du système économique lui-même.

### ***Dépôt de bilan de la compagnie maritime TOWT au Havre***

La compagnie TOWT, une entreprise de transport de marchandises à la voile, dépose le bilan. Elle invoque comme raison les difficultés commerciales liées à la politique douanière des États-Unis. Quarante-huit emplois sont menacés par ce dépôt de bilan. Les chantiers Piriou à Concarneau ayant construit les bateaux de la compagnie TOWT affirment pouvoir faire face au dépôt de bilan de TOWT.

### ***Ziegler France en liquidation judiciaire, 1.500 emplois supprimés***

Le transporteur Ziegler France, dont le siège français est à Roncq dans le Nord, a été placé le mardi 31 mars en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Lille Métropole à Tourcoing. Une décision qui intervient moins d'un mois après son redressement judiciaire. Environ 1.400 salariés vont être licenciés. La décision du tribunal a été accueillie par des huées de salariés, venus de toute la France, certains criant "sales voleurs" et "assassins". Si leur licenciement est acté par la liquidation judiciaire, les salariés vont continuer de se battre. Une action en justice est envisagée contre leurs dirigeants et une nouvelle mobilisation est prévue, à Vannes cette fois, le jeudi 8 avril.

### ***Soixante-seize branches professionnelles sous le SMIC : l'alerte de la CGT sur les salaires***

Au moins six millions de travailleurs, indique la CGT dans un dossier, sont dans une branche dont au moins un des minima est au dessous du SMIC. Ainsi, au 31 mars 2026, après la revalorisation du SMIC d'1,18% intervenue au 1er janvier, la CGT recense 76 branches sur 230 avec des minima inférieurs au Smic, contre une vingtaine auparavant : 6,141 millions de salarié·es sont concernés dans le privé et 356 000 dans la fonction publique. C'est pourtant illégal. Résultat : malgré de l'expérience, l'ancienneté, les qualifications, des millions de salarié·es restent payé·es au SMIC, parfois pendant toute leur carrière, les autres voient leur rémunération tirée vers le bas. Cette situation illustre un décrochage structurel : les grilles salariales sont trop basses et contraintes de courir en permanence derrière le Smic, créant de fait un tassement des salaires des niveaux les plus bas des grilles. Prétexte supplémentaire pour les directions d'entreprises d'avoir de faibles négociations salariales. Cela crée une fragilisation de l'ensemble de la structure salariale, et alimente le sentiment légitime de déclassement.

**Solidarité internationaliste**

***Retards, vols non desservis. La grève se poursuit dans les aéroports espagnols***

La grève du personnel au sol paralyse partiellement les aéroports espagnols. Les syndicats dénoncent notamment la perte de pouvoir d'achat des travailleurs. Ils annoncent retards, annulations et plus de 2.000 bagages bloqués à Barcelone.

Le lundi 6 avril, la grève illimitée du personnel au sol de la société Groundforce se poursuit en Espagne, alors que les syndicats dénoncent la violation de la convention collective et la perte de pouvoir d'achat des travailleurs. Environ 6.000 employés des 12 aéroports de l'entreprise sur le territoire espagnol ont été appelés à faire grève, dont 1.100 à l'aéroport de Barcelone.

### **Grève générale en Cisjordanie occupée**

La Cisjordanie a été le théâtre d'une grève générale le mercredi 1<sup>er</sup> avril, en réponse à un appel des forces nationales et islamiques, afin de protester contre l'adoption par la Knesset d'une loi autorisant l'exécution par pendaison des prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes.

### **Grèce : des jeunes conscrits manifestent contre la guerre<sup>6</sup>**

De nombreux jeunes conscrits ont marqué de leur présence, de manière significative et symbolique, le récent rassemblement ouvrier à Athènes contre la guerre impérialiste et pour le retrait de la Grèce du conflit. En participant à ce grand rassemblement organisé par les syndicats, ils se sont tenus aux côtés de leurs collègues, camarades étudiants et parents. Ensemble, ils ont scandé le slogan : « *Les conscrits sont les enfants du peuple et n'ont rien à faire hors des frontières.* » S'adressant à la foule, Giorgos Ifandis a souligné : « *En tant que jeune homme effectuant mon service militaire, je ne pouvais pas manquer d'être présent aujourd'hui et d'unir ma voix à la vôtre, à celle des centaines de syndicats et d'organisations, et aux milliers de personnes exigeant une fois de plus ce soir que l'implication de notre pays dans le carnage de la guerre prenne fin. Nous et nos familles ne devons plus avoir à payer le prix fort au nom du prétendu intérêt national.* » Il a ensuite insisté sur le fait que les conscrits ne sont pas naïfs, car eux et leurs familles subissent de plein fouet les conséquences de cet engagement, notamment la flambée des prix. « *De quel soulagement face au coût de la vie parlent-ils, quand un billet Samos-Athènes en permission, même avec la réduction dont nous bénéficions, coûte 112 euros ? Pourquoi un jeune servant à Chypre devrait-il déboursier une fortune – entre 200 et 300 euros – pour un billet afin de rendre visite à sa famille et à ses proches ?* » Il a également fait remarquer qu'« *ils dépensent 7 milliards en équipements de l'OTAN* ». Il a notamment souligné les efforts considérables déployés par les soldats afin de former des comités. Comme il l'a déclaré : « *L'initiative de nos camarades conscrits dans plusieurs régions, qui forment leurs propres comités comme le leur permet leur droit, nous a tous remplis d'espoir, nous a donné du courage et nous a montré la voie. Ils ont trouvé un moyen de discuter et de faire valoir collectivement leurs droits : demander des briefings officiels à leurs unités sur les développements dangereux ; unir leurs préoccupations et leurs voix, tant pour résoudre les problèmes quotidiens que pour sortir notre pays de la guerre ; fermer les bases de l'OTAN sur notre sol, devenues cibles de représailles ; rapatrier toutes les missions militaires grecques actuellement stationnées à l'étranger ; et d'assurer le transport gratuit de tous les conscrits pendant leur service* ».

### **Urgence Palestine : les dessous des exportations militaires françaises vers Israël**

Dans un rapport documenté<sup>7</sup>, Urgence Palestine décrit l'ampleur des exportations militaires françaises vers Israël. Ainsi, malgré les dénégations du pouvoir en France, la complicité de la France avec le génocide mené par l'entité sioniste contre le peuple palestinien se confirme. Les faits sont les suivants : 525 cargaisons d'équipements et de composants militaires ont été expédiées depuis des entreprises françaises vers des filiales d'Elbit Systems — premier fournisseur de l'armée d'occupation israélienne. 117 vols FedEx transportant des composants de chasseurs F-35 produits par Lockheed Martin ont transité par l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle à destination de la base aérienne israélienne de Nevatim. Aucune de ces exportations, aucun de ces transits, n'a pu avoir lieu sans l'aval complice ou le silence coupable de l'État français.

### **Émirats Arabes Unis (EAU) : liberté pour Mohamed Farouk Salam**

Mohamed Farouk Salam, militant soudanais de la paix est en prison aux EAU depuis plus de treize mois, sans inculpation ni justification. Ceci est rapporté par la lettre de l'AFASPA de février 2026. Rappelons que les EAU entretiennent la guerre au Soudan en soutenant les "forces d'action rapide".

<sup>1</sup> <https://www.ens-lyon.fr/evenement/campus/arretons-les-frais-pour-un-enseignement-superieur-gratuit-et-emancipateur>

<sup>2</sup> <https://www.francebleu.fr/hauts-de-france/pas-de-calais-62/bethune/bethune-une-marche-pour-defendre-les-salaries-de-l-entreprise-black-star-en-pleine-procedure-de-sauvegarde-8776087>

<sup>3</sup> <https://fnic-cgt.com/wp-content/uploads/2026/03/MICHELIN-DECLARE-LA-GUERRE-A-LA-CGT.pdf>

<sup>4</sup> <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3892-54e-congres-de-la-cgt-adresse-du-parti-revolutionnaire-communistes-aux-militants-syndicaux-de-la-cgt>

<sup>5</sup> <https://www.cgt.fr/sites/default/files/2026-04/202604101%20-%20DP%20Minima%20Branches.pdf>

[6 https://inter.kke.gr/en/m-article/Young-conscripts-at-the-forefront-of-the-struggle/](https://inter.kke.gr/en/m-article/Young-conscripts-at-the-forefront-of-the-struggle/)

[7 https://www.urgence-palestine.com/rapport-les-dessous-des-exportations-militaires-francaises-vers-israel/](https://www.urgence-palestine.com/rapport-les-dessous-des-exportations-militaires-francaises-vers-israel/)

## **Brochure :**

**" Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "**

**Bon de commande à retourner à :**

**Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris**

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél

### **AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE**

*Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource  
que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.  
Nous savons que nous pouvons compter sur vous.*

© [Copyright](#)